



From the Selected Works of Reza Hasmath

2022

La Cybertechnologie et l'Approche Gestaltiste de l'Union Européenne vis-à-vis de la Chine

Reza Hasmath, *University of Alberta*

Una Berzina-Cerenkova, *Riga Stradins University*



Available at: <https://works.bepress.com/rhasmath/94/>

La Cybertechnologie et l'Approche Gestaltiste de l'Union Européenne vis-à-vis de la Chine

Reza Hasmath and Una Berzina-Cerenkova

English Citation:

Hasmath, R. and Berzina-Cerenkova, U. (2022) "Cyber Technology and the European Union's Gestaltian Approach to China", *Stosunki Międzynarodowe – International Relations* 2:10.

La Cybertechnologie et l'Approche Gestaltiste de l'Union Européenne vis-à-vis de la Chine*

Reza Hasmath, Université d'Alberta

Una Berzina-Cerenkova, Université Riga Stradins

Résumé : Les relations contemporaines entre l'Union européenne (UE) et la Chine sont marquées par un partenariat à la fois bénéfique, conflictuel et compétitif. Ceci est parfaitement évident dans le domaine de la cybertechnologie. Cet article soutient que l'approche gestaltiste de l'Union européenne envers la Chine peut être comprise à l'aide de trois positions théoriques : (1) une perspective institutionnelle ; (2) un acteur fondé sur des valeurs ; et (3) une dimension de realpolitik. Les arguments avancés dans ce document impliquent en fin de compte que l'approche de l'UE à l'égard de la Chine peut offrir à divers acteurs nationaux et internationaux de l'UE un espace pour exploiter les contradictions, notamment en matière de diplomatie cybernétique. Cela a pour effet de favoriser de futures fissures dans l'engagement global de l'UE envers la Chine.

Mots clés : cybertechnologie, institutionnalisme, valeurs, realpolitik, Huawei, européen Union, Chine

Introduction

Comme une gestalt, les relations contemporaines entre l'Union européenne (UE) et la Chine dans le domaine de la cybernétique peuvent être considérées comme un partenariat fructueux et rival.

Un exemple du premier cas : après sept ans de négociations, l'UE et la Chine ont conclu un accord global sur l'investissement (CAI) en décembre 2020.¹ Cet accord énonce un engagement en faveur d'un plus grand niveau d'accès au marché chinois pour les investisseurs de l'UE. Il comprend également des dispositions décrivant les obligations des entreprises d'État chinoises, des règles de transparence pour les subventions, des règles contre le transfert forcé de technologies et une "clause de neutralité technologique" qui garantirait que les plafonds d'équité imposés pour les services de télécommunications à valeur ajoutée ne seront pas ajoutés à d'autres services. L'accord, tel qu'il est conçu, créera un meilleur équilibre dans les relations commerciales entre l'UE et la Chine, et intervient à l'aube où la Chine deviendra officiellement le premier partenaire commercial de l'UE en 2020. La procédure officielle de délibération et de ratification de l'IPCE au Parlement européen devait commencer à la fin de l'année 2021, et le vote devait avoir lieu au cours du premier trimestre de 2022. Cependant, ce processus a été bloqué pendant que les sanctions chinoises sont en place.² Cela témoigne de la nature erratique, conflictuelle et compétitive des relations actuelles entre l'UE et la Chine.

La nature rivale des relations entre l'UE et la Chine est encore plus évidente lorsqu'on examine la diplomatie en matière de cybertechnologie. La Commission européenne, en

¹ European Commission, "Key Elements of the EU-China Comprehensive Agreement on Investment", 2020, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_2542. Consulté : 11 novembre 2021.

² European Parliament, "MEPs Refuse Any Agreement with China Whilst Sanctions are in Place", 2021, <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20210517IPR04123/meps-refuse-any-agreement-with-china-whilst-sanctions-are-in-place>. Consulté : 11 novembre 2021.

janvier 2020, a recommandé aux États membres d'éviter de dépendre des fournisseurs de la 5G qui sont considérés comme un risque majeur pour la sécurité nationale.³ En réponse, Huawei, basé à Shenzhen - le plus grand fournisseur d'équipements de télécommunications au monde avec 31 % des parts de marché mondiales en 2020⁴ - a ensuite été restreint dans la fourniture d'infrastructures numériques de cinquième génération à la plupart des États membres de l'UE, sous prétexte que les informations clés peuvent potentiellement être consultées par les autorités étatiques chinoises. La Suède⁵ et la France ont⁶ adopté des politiques qui constituaient, dans les faits, une interdiction pure et simple des équipements de télécommunication de Huawei. Plusieurs nations⁷ d'Europe de l'Est, où la Chine exerce une grande influence par le biais de l'initiative "Belt and Road", ont signé un accord avec les États-Unis pour limiter le rôle de Huawei dans le développement des infrastructures de télécommunications dans leurs juridictions respectives. En revanche, l'Allemagne, dont le marché des télécommunications est le plus important d'Europe, s'est montrée prudente quant à une interdiction totale. Fin 2020, le ministère de l'Intérieur allemand a clarifié sa position à l'égard de l'engagement avec des "entreprises à haut risque" comme Huawei, suggérant qu'il n'interdira pas carrément tout fournisseur individuel du réseau 5G de la nation.⁸

Afin d'expliquer le partenariat simultanément bénéfique, conflictuel et compétitif de l'UE avec la Chine, notamment dans le domaine de la cybernétique, cet article s'appuie sur trois revendications théoriques dominantes, à savoir une perspective institutionnelle, une approche fondée sur les valeurs et une dimension de *realpolitik*. Premièrement, la relation de l'UE avec la Chine peut être comprise dans un cadre institutionnel où l'UE, par le biais de ses divers organes organisationnels et décisionnels, englobe un ensemble de normes et d'héritages institutionnels qui guident son comportement de politique étrangère avec la Chine. La deuxième affirmation est que l'UE est un acteur fondé sur des valeurs. L'organisme vise à afficher - en partie par le biais de signaux vertueux - à la fois à ses électeurs nationaux et à ses partenaires internationaux, les valeurs et les croyances auxquelles l'UE en tant que conglomérat tient. Enfin, il existe une dimension *realpolitik*, selon laquelle l'orientation de l'UE vers la Chine est motivée par un pragmatisme influencé par les pressions des parties prenantes internes.

L'article soutient en outre que les implications pour l'approche gestaltiste de l'UE, ancrée dans ces trois variables explicatives, est que les acteurs nationaux et mondiaux de l'UE

³ European Commission, "Secure 5G Deployment in the EU: Implementing the EU Toolbox", 2020, <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2020:0050:FIN:EN:PDF>. Consulté le 11 novembre 2021.

⁴ Dell'Oro Group, *The Telecom Equipment Market*, 2020, <https://www.delloro.com/key-takeaways-total-telecom-equipment-market-2020>. Consulté le 22 novembre 2021.

⁵ Reuters, "Swedish Court Upholds Ban on Huawei Selling 5G Network Gear", 2021, <https://www.reuters.com/technology/swedish-court-upholds-ban-huawei-selling-5g-network-gear-2021-06-22/>. Consulté le 23 janvier 2022.

⁶ Bloomberg, "France's Huawei Ban Begins to Kick In With Purge in Urban Areas", 2021, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-03-01/france-s-huawei-ban-begins-to-kick-in-with-purge-in-urban-areas>. Consulté le 23 janvier 2022.

⁷ Voir, par exemple, Wall Street Journal, "U.S. Signs 5G Agreement With Poland Amid Huawei Concerns", 2019, <https://www.wsj.com/articles/u-s-signs-5g-agreement-with-poland-despite-huawei-concerns-11567434905>. Consulté le 23 janvier 2022.

⁸ Reuters, "German Ministers Agree Security Law with High Hurdles for Suppliers", 2021, <https://www.reuters.com/article/germany-huawei-tech-idUSKBN28Q1ND>. Consulté le 23 janvier 2022.

peuvent exploiter les contradictions lorsqu'il s'agit de diplomatie cybernétique. Cela a pour effet de favoriser de futures fractures dans l'engagement global de l'UE avec la Chine.

L'approche institutionnelle

L'approche institutionnelle accorde la primauté aux arrangements structurels, y compris les configurations de ressources institutionnelles, comme principal déterminant du comportement et de l'orientation d'un acteur.⁹ Les institutions sont supposées avoir "des effets socialisants épais sur les acteurs qui vont au-delà de l'adaptation instrumentale et de la conception stratégique des règles pour inclure l'internalisation des normes et des règles dans la définition de l'intérêt personnel et son calcul".¹⁰ En d'autres termes, selon l'approche institutionnelle, le comportement de l'UE est façonné par sa structure institutionnelle, qui génère ensuite une série de "rituels" et de "règlements" auxquels les acteurs de l'UE doivent se conformer.

Cela est démontrable lorsqu'on observe le cas de l'UE qui maintient son héritage interne de ne pas dépasser les limites de la souveraineté nationale et d'adoucir le choc des politiques au niveau de l'UE.¹¹ Dans le domaine de la cybertechnologie, et de manière plus poignante, cela se produit en dépit du fait que "d'importantes vulnérabilités et/ou incidents de cybersécurité concernant les réseaux 5G se produisent" dans un État membre affecterait l'Union dans son ensemble".¹²

L'UE doit donc soigneusement équilibrer les intérêts nationaux et les préoccupations de souveraineté avec les considérations pan-européennes lorsqu'il s'agit de la 5G. En réalité, la Commission européenne a simultanément fait valoir que les décisions relatives à la 5G devraient être une "décision coordonnée" entre les États membres, tout en préconisant que la souveraineté nationale "devrait être un objectif majeur, dans le plein respect des valeurs d'ouverture et de tolérance de l'Europe".¹³

La Commission européenne s'est montrée si prudente dans cet exercice d'équilibre quasi impossible entre les intérêts nationaux et paneuropéens que les raisons invoquées pour justifier la décision commune concernant la 5G ne sont pas dues au fait que l'UE est confrontée à un défi commun en tant qu'organisation intégrée. Mais plutôt, la résolution du Parlement européen sur les menaces à la sécurité est "liée à la présence technologique croissante de la Chine", qui est devenue alarmante à tel point que "l'Union invite la Commission et les États membres à prendre des mesures au niveau de l'Union".¹⁴

⁹ Herbert P. Kitschelt, "Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies". *British Journal of Political Science* 16 (1986) : 57-85.

¹⁰ Sercan Gidisoglu, "Who is Deciding in the EU?: The Growing Role of EU's Institutional Culture and Informal Procedures in Decision-Making" (Fifth Pan-European Conference on EU Politics, June 23-26, 2010), 5.

¹¹ Voir par exemple, Reza Hasmath and Natalia Wzyzcka, "What Drives the EU's Contemporary Strategic Engagement with China?" (International Political Science Association World Congress, July 23-28, 2016).

¹² European Commission, "Commission Recommendation 2019/534, Cybersecurity of 5G Networks", 2019, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32019H0534&from=EN>. Consulté le : 11 novembre 2021.

¹³ Ibid.

¹⁴ European Parliament, "Resolution on the EU's Cybersecurity Strategy for the Digital Decade", 2021, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2021-0305_EN.html. Consulté : 11 novembre 2021.

Néanmoins, la compréhension des relations entre l'UE et la Chine selon l'approche institutionnelle fournit un compte-rendu trop déterministe qui suppose une formation de préférences dépendante du chemin parcouru une fois que les résultats institutionnels sont en place. De plus, la perspective théorique adopte une vision uniforme des arrangements institutionnels qui ne peut rendre compte des variations au sein des régions et des nations. Ceci est important, car une pluralité d'environnements institutionnels peut créer des "rituels" concurrents qui ne favorisent pas une seule préférence directrice.

Un acteur basé sur les valeurs

Si l'approche institutionnelle est utile pour expliquer le rôle de la Commission européenne dans la promotion d'une position commune de l'UE à l'égard de la Chine, elle ne permet pas de saisir pleinement les motivations de la Commission à cet égard. Une approche fondée sur les valeurs, c'est-à-dire une approche qui examine les motivations des acteurs, pourrait être instructive à cet égard.

En tant qu'acteur normatif, la Commission européenne comprend que son rôle ne consiste pas simplement à coordonner les positions des États membres, mais aussi à les façonner en fonction des valeurs de l'UE, définies au sens large comme le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'État de droit et le respect des droits de l'homme (civils et politiques).¹⁵ Ces valeurs sont intimement liées aux "héritages culturels" et "historiques" perçus dont l'UE en tant qu'organe témoigne.¹⁶ En d'autres termes, depuis sa création, l'UE et ses institutions sont profondément ancrées dans le tissu socioculturel de ses États¹⁷ membres, les États fondateurs (par exemple l'Allemagne et la France) ayant généralement une influence considérable sur le développement de la structure des valeurs dominantes.

À titre d'illustration, la Commission européenne établit immédiatement un lien entre la technologie et la valeur fondamentale de l'UE qu'est la démocratie. Elle affirme que : "l'organisation des processus démocratiques, tels que les élections, reposera également de plus en plus sur les infrastructures numériques et les réseaux 5G".¹⁸ Si la motivation de l'UE était simplement d'exclure les concurrents, un tel verbatim ne serait pas nécessaire.

L'aspect des valeurs est tellement ancré dans la planification des politiques de l'UE qu'il apparaît même dans les recommandations techniques destinées aux États membres. Par exemple, les lignes directrices de l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité à l'intention des autorités réglementaires nationales sur le signalement des incidents, les mesures de sécurité, les menaces et les actifs, contiennent un discours sur les valeurs (par exemple, "bonnes pratiques", "développement de communautés transfrontalières") et des

¹⁵ Voir, par exemple, Daniel Innerarity, ed., *Democracy in Europe: A Political Philosophy of the EU*. (Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2018).

¹⁶ Salvador Regilme, "The Chimera of Europe's Normative Power in East Asia: A Constructivist Analysis." *Central European Journal of International and Security Studies* 5, (2011): 1-19.

¹⁷ Il faut reconnaître que l'argument fondé sur les valeurs a un fort potentiel pour exagérer le rôle des facteurs socioculturels dans la détermination du comportement d'un acteur, jusqu'à le présenter comme une variable universelle pouvant rendre compte de la totalité des actions. Cela diminue considérablement l'impact tangible que la rationalité collective et la contrainte de ressources peuvent exercer sur la formation des préférences politiques. Voir, par exemple, Hasmath and Wyzycka. "What Drives the EU's Contemporary Strategic Engagement with China?"

¹⁸ European Commission, "Commission Recommendation 2019/534, Cybersecurity of 5G Networks".

éléments de motivation discursive normative (par exemple, "la mise en œuvre harmonisée de la législation crée des conditions de concurrence égales et facilite la mise en œuvre de la législation pour les fournisseurs et les utilisateurs d'opérer dans différents pays de l'UE").¹⁹

Cette approche est compréhensible. Un langage engageant et normatif peut faire la différence puisque les lignes directrices ne sont pas contraignantes et qu'en fin de compte, il appartient aux États membres d'agir sur les recommandations.

En s'appuyant sur son rôle normatif, l'UE se réserve le droit non seulement d'équilibrer les intérêts des États membres, mais aussi d'excéder son autorité dans le domaine éthique. Il est conseillé aux États membres d'agir conformément à ses recommandations parce qu'il s'agit d'une "bonne pratique" - c'est tout simplement la bonne chose à faire.

Dans le cas de l'admission ou de l'exclusion de la société chinoise Huawei dans les réseaux 5G européens, l'UE est confrontée à un dilemme supplémentaire dans le domaine des valeurs. Selon l'UE, les entreprises - telles que celles qui sont largement répandues en Chine - dont la répartition entre l'État et le secteur privé est floue, dont les protocoles de protection des données privées ne sont pas²⁰ transparents et/ou qui sont situées dans des États-nations dont le bilan en matière de violations des droits de l'homme est jugé problématique (par exemple, la gestion par la Chine des minorités ethniques au Xinjiang²¹) ne devraient pas avoir accès aux mêmes opportunités que les entreprises qui n'ont pas de tels problèmes.²² Toutefois, l'UE défend une philosophie politique qui vise à maintenir des conditions de concurrence équitables. Par conséquent, afin d'éviter les accusations d'hypocrisie, l'UE a cherché à formuler des recommandations politiques qui n'excluent pas Huawei, mais qui fournissent des raisons suffisantes pour limiter simultanément les entreprises chinoises telles que Huawei.

L'UE a, sans doute, réussi cette tâche avec la publication de "Cybersecurity of 5G Networks: EU Toolbox of Risk Mitigating Measures" en janvier 2020. Comme le dit si bien le commissaire européen aux marchés intérieurs, Thierry Breton, "Il y a zéro discrimination.

¹⁹ European Union Agency for Network and Information Security, "Technical Guideline on Incident Reporting", 2014, https://resilience.enisa.europa.eu/article-13/guideline-for-incident-reporting/Article_13a_ENISA_Technical_Guideline_On_Incident_Reporting_v2_1.pdf. Consulté le : 11 novembre 2021.

²⁰ Voir, par exemple, Reza Hasmath, "The Century of Chinese Corporatism", *American Affairs* 4, no 1 (2020) : 194-206.

²¹ Reza Hasmath, "Future Responses to Managing Muslim Ethnic Minorities in China : Lessons Learned from Global Approaches to Improving Inter-Ethnic Relations", *International Journal* (2022).

²² Il est intéressant de noter que la pandémie de COVID-19 a intensifié les demandes pour que l'UE s'engage avec la Chine sur la base de valeurs. Cela s'inscrit notamment dans le contexte de la perception de la Chine comme un acteur mondial en crise dans les cercles de l'UE. Voir par exemple Mark Leonard, "The End of Europe's China Dream", *European Council on Foreign Relations Policy Brief*, 2020, https://www.ecfr.eu/article/commentary_the_end_of_europes_chinese_dream. Consulté le 22 novembre 2021; Andrew Small, "The Meaning of Systemic Rivalry : Europe and China Beyond the Pandemic", *European Council on Foreign Relations Policy Brief*, 2020, https://www.ecfr.eu/publications/summary/the_meaning_of_systemic_rivalry_europe_and_china_beyond_the_pandemic. Consulté le 22 novembre 2021.

Je suis très honnête quand je dis cela... Je ne suis pas naïf. Je sais que pour certains, il sera plus facile de se mettre en conformité que pour d'autres".²³

Dimension de la Realpolitik

Les réalistes des relations internationales considéreront les valeurs observées de l'UE comme une rationalisation publique performative d'un comportement rationnel, et non comme déterminantes en soi. Ils souligneront que les valeurs institutionnelles et les positions idéologiques n'ont aucune importance si un État-nation et/ou des institutions régionales telles que l'UE n'a pas le pouvoir de les mettre en œuvre. Autrement dit, les réalistes soutiennent que le pouvoir de l'État est un objectif universel qui subordonne les préoccupations socioculturelles.²⁴

Par conséquent, l'engagement actuel de l'UE et de la Chine dans le domaine de la cybertechnologie comporte une dimension pratique et realpolitik qui est déterminée par les pressions exercées par les parties prenantes internes. Les pressions internes des parties prenantes comprennent également les différentes positions des États membres de l'UE.

Alors que les principaux États membres ont fait preuve d'unité dans leur position sur la Chine à l'occasion de la conférence de presse de l'UE sur la Chine.

Dans d'autres cas, ils ont fait preuve de suspicion et d'agendas dissonants.²⁵ Par exemple, le président de la France, Emmanuel Macron, a plaidé pour une position européenne plus forte sur la Chine, par exemple en invitant la chancelière allemande de l'époque, Angela Merkel, et le président de la Commission européenne de l'époque, Jean-Claude Juncker, à des entretiens avec le président chinois Xi Jinping à Paris en 2019. Cependant, l'effort du président Macron a inévitablement été considéré par les autres membres de l'UE "comme une manière rusée de mettre la France au centre".²⁶

Un autre exemple : L'Allemagne a prudemment équilibré les intérêts de ses industries nationales et l'engagement de la nation envers l'unité de l'UE. Cet équilibre est devenu tendu dans la mesure où la chancelière Merkel a perdu la conviction qu'il était possible de rendre opérationnelle une politique fondée sur les valeurs, ce qui a conduit à une désillusion interne vis-à-vis de l'unité européenne en général et à une relation plus pragmatique avec Pékin.²⁷ Cet

²³ Cité dans Politico, "Europe's Huawei Plan Explained", 2020, <https://www.politico.eu/article/europe-eu-huawei-5g-china-cybersecurity-toolbox-explained/>. Consulté : 11 novembre 2021.

²⁴ En réponse, on peut suggérer que les normes socioculturelles dominantes sont l'expression des relations de pouvoir ; et la nature des configurations des ressources locales peut propulser certaines normes socioculturelles au premier plan, tout en laissant d'autres en dehors des poches de pouvoir dominantes. Ainsi, le rôle principal des contraintes structurelles n'est pas tant de former des préférences socioculturelles, mais plutôt d'aider à déterminer celles qui ont le plus de poids dans les systèmes de gouvernance. Voir, par exemple, Hasmath and Wyzycka. "What Drives the EU's Contemporary Strategic Engagement with China?".

²⁵ Voir, par exemple, Natalia Wyzycka and Reza Hasmath, "The Impact of the European Union's Policy Towards China's Intellectual Property Regime", *International Political Science Review* 38, no. 5 (2017): 549-562.

²⁶ Cité dans Politico, "European Sovereignty has Lost its Biggest Champion", 2021, <https://www.politico.eu/article/european-sovereignty-has-lost-its-biggest-champion-emmanuel-macron/>. Consulté : 11 novembre 2021.

²⁷ Ironiquement, cette forme de diplomatie pragmatique est un élément essentiel du comportement de la Chine en matière de relations étrangères. Voir, par exemple, Reza

éloignement de la politique fondée sur les valeurs est en grande partie dû au fait que l'économie allemande est dépendante de la Chine depuis de nombreuses années et qu'une "confrontation avec Pékin serait un suicide économique".²⁸ En d'autres termes, l'importance de la Chine en tant que marché de croissance et acteur dominant pour l'Allemagne (et l'UE) continuera de croître, de sorte que "les mesures d'atténuation des risques ne doivent pas conduire à un large découplage économique".²⁹

Pourtant, même si les principaux États membres de l'UE ne sont pas nécessairement d'accord sur le degré de rigidité et de sévérité à l'égard de la Chine en matière de diplomatie cybernétique, ils tendent à partager la perception selon laquelle l'UE devrait formuler sa propre approche interne de la Chine, indépendamment de l'influence d'acteurs étrangers.

En jouant ce rôle d'équilibriste, l'objectif européen commun est d'éviter un système bipolaire dans lequel les États membres de l'UE sont contraints de choisir leur camp sur toutes les questions politiques pertinentes... Un groupe dirigé par la France, l'Allemagne et l'Espagne travaille avec Bruxelles pour renforcer l'autonomie stratégique et la souveraineté économique de l'UE, y compris la capacité à développer des technologies essentielles de manière autonome, indépendamment de la Chine, tout en gérant ou en couvrant les dépendances vis-à-vis des États-Unis.³⁰

En bref, les positions *realpolitik* de l'UE sur la Chine peuvent être rattachées à l'idée ultime que l'UE veut traiter avec la Chine selon ses propres conditions, malgré les frictions internes potentielles lorsqu'il s'agit de diplomatie cybernétique.

Implications et conclusion

L'objectif ultime des défenseurs de l'autonomie de l'UE est de faire en sorte que l'UE puisse peser les gains et les pertes selon ses propres termes. Les fissures portées par les héritages institutionnels de l'UE, le rôle basé sur les valeurs qu'elle se perçoit elle-même et les considérations de *realpolitik* suggèrent qu'il y aura forcément une approche gestaltiste envers la Chine lorsqu'il s'agit de diplomatie cybernétique. Cela a pour effet de favoriser de futures fractures dans l'engagement global de l'UE avec la Chine et de créer des opportunités à exploiter pour les acteurs nationaux et internationaux de l'UE.

Tout d'abord, parmi les petits États membres de l'UE, il n'y a pas nécessairement un accord total pour plaider en faveur d'une stratégie paneuropéenne à l'égard de la Chine dans le domaine de la cybertechnologie.

C'est en grande partie le produit des pressions transatlantiques externes auxquelles sont confrontés les États baltes, la Pologne ou la Roumanie. Les États-Unis d'Amérique sont le

Hasmath, "White Cat, Black Cat or Good Cat? The Beijing Consensus as an Alternative Philosophy for Policy Deliberation", *China's World* 12, (2017): 12-24.

²⁸ Voir, par exemple, Internationale Politik, "Entschieden Entflechten" (trans: "Décidément démêlé"), 2021, <https://internationalepolitik.de/de/entschieden-entflechten>. Consulté : 11 novembre 2021.

²⁹ Asia-Pacific Committee of German Business, "EU Economic Cooperation with Asia-Pacific: Perspectives of German Business", 2021, https://www.asien-pazifik-ausschuss.de/downloads/press/APA_Position_Paper_Asia-Pacific.pdf. Consulté : 11 novembre 2021.

³⁰ Mercator Institute for China Studies, Europe in the Face of US-China Rivalry, 2020, https://merics.org/sites/default/files/2020-04/200123_ETNC_Report.pdf. Consulté le : 11 novembre 2021.

principal fournisseur de sécurité de ces États-nations face à la Russie, qui a été fortement sécurisée au niveau national après l'annexion de la Crimée en 2014.³¹ Ces États-nations sont parfaitement conscients qu'ils n'ont pas grand-chose à offrir et font le choix conscient et pragmatique de soutenir la position des États-Unis sur la cybertechnologie chinoise. C'est-à-dire en s'engageant à interdire Huawei, même au point de contredire la position de l'UE.³²

Sur le plan théorique, l'école de pensée réaliste a tendance à se concentrer sur le comportement des grands États-nations puissants et à négliger l'action des petits États-nations. On peut faire valoir que dans une union politique et économique telle que l'UE, les groupements politiques de petites nations peuvent avoir une influence sur l'agenda général. Les petits acteurs nationaux n'ont peut-être que peu d'influence en termes de *realpolitik*, mais la conception des institutions de l'UE - découlant de ses héritages institutionnels internes et de ses propositions fondées sur des valeurs - fournit des mécanismes permettant de mettre en lumière leurs intérêts partagés et concurrents, ce qui permet aux différents acteurs de les exploiter à leur avantage.

En pratique, l'UE a de fortes raisons économiques et commerciales d'autoriser les cybertechnologies chinoises dans sa juridiction, ce qui contredit les revendications institutionnelles et/ou fondées sur les valeurs. En termes simples, le fait de permettre aux entreprises chinoises de cybertechnologie d'accéder aux marchés de l'UE permet de contrôler les propres champions de l'Europe. Par exemple, bien que les équipements de Huawei ne soient pas toujours moins chers que ceux de ses concurrents, le fait de priver Huawei d'un processus d'appel d'offres concurrentiel risque d'empêcher d'autres concurrents européens (par exemple, le Suédois Ericsson et le Finlandais Nokia) de pratiquer des prix compétitifs pour leurs équipements. À savoir qu'en 2019, Huawei détenait 44 % des clients des réseaux 4G, alors que dans 16 des 31 nations européennes, plus de 50 % des équipements 4G proviennent de fournisseurs chinois. L'impact du maintien de Huawei en dehors du processus de mise à niveau de la 5G sera donc important.

En fin de compte, alors que le Parlement européen a actuellement interrompu les délibérations sur la CAI et que l'UE a adopté une position antagoniste à l'égard des entreprises chinoises de cybertechnologie telles que Huawei qui jouent un rôle formidable sur ses marchés intérieurs, rendre un hommage exclusif à son héritage institutionnel et aux valeurs qu'il promeut peut être coûteux en termes de *realpolitik*. Il s'agit d'un acte d'équilibre que l'UE pourrait ne pas avoir le luxe d'agir dans un environnement post-COVID.

Compte tenu des faibles perspectives³³ économiques post-COVID de l'UE, les États membres auront du mal à investir dans leur transformation numérique 5G tout en atteignant un niveau élevé de souveraineté numérique. Comme le suggère la lettre conjointe de mars 2021 des dirigeants de l'Allemagne, du Danemark, de l'Estonie et de la Finlande à la Commission européenne, la capacité technologique de l'Europe et son aptitude à établir des valeurs et des règles dans un monde centré sur la technologie sont en train d'être dominées par d'autres nations. Ils appellent donc "l'Union européenne à prendre de l'avance dans la

³¹ Voir, par exemple, Maris Andzans and Andris Spruds, "Securitization and Desecuritization of Russia in the National Security and Defence Concepts of Latvia (1995-2020)", *Journal of International Studies* 14, no. 1 (2021): 190-200.

³² Pour plus d'informations, voir Una A. Berzina-Cerenkova, "The Baltic Resilience to China's 'Divide and Rule'", *Lex Portus* 7, no. 2 (2021): 11-38.

³³ Voir, par exemple, European Commission, "Spring 2021 Economic Forecast", 2021, https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-forecasts/spring-2021-economic-forecast_en. Consulté : 11 novembre 2021.

transformation numérique".³⁴ En dépit des difficultés à le faire en tenant compte des considérations de realpolitik, le fait inconfortable est que les États-Unis - qui stockent 92 % des données³⁵ du monde occidental - et non la Chine, constituent la plus grande menace pour atteindre cet objectif.

³⁴ European Commission, "Digital Sovereign Letter from Germany, Denmark, Finland and Estonia", 2021, <https://datasovereignty.org/wp-content/uploads/2021/03/Digital-sovereignty-letter3-copy.pdf>. Consulté : 11 novembre 2021.

³⁵ Oliver Wyman, "European Digital Sovereignty: Syncing Values and Value", 2020, <https://www.oliverwyman.com/content/dam/oliver-wyman/v2/publications/2020/october/European%20Digital%20Sovereignty.pdf>. Consulté le : 11 novembre 2021.

Bibliographic

- Andzans, Maris and Andris Spruds. "Securitization and Desecuritization of Russia in the National Security and Defence Concepts of Latvia (1995-2020)." *Journal of International Studies* 14, no. 1 (2021): 190-200.
- Asia-Pacific Committee of German Business. "EU Economic Cooperation with Asia-Pacific: Perspectives of German Business", 2021. https://www.asien-pazifik-ausschuss.de/downloads/press/APA_Position_Paper_Asia-Pacific.pdf. Accessed: 11 November 2021.
- Berzina-Cerenkova, Una A. "A Baltic View on Transatlantic Tech Relations Towards China". *Transatlantic Dialogue on China*, 2021. <https://www.transatlantic-dialogue-on-china.rusi.org/article/a-transatlantic-business-recent-developments-in-the-baltic-hi-tech-cooperation-with-china>. Accessed: 11 November 2021.
- Bloomberg. "France's Huawei Ban Begins to Kick In With Purge in Urban Areas." 2021. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-03-01/france-s-huawei-ban-begins-to-kick-in-with-purge-in-urban-areas>. Accessed: 23 January 2022.
- Dell'Oro Group. *The Telecom Equipment Market*, 2020. <https://www.delloro.com/key-takeaways-total-telecom-equipment-market-2020>. Accessed: 22 November 2021.
- European Commission. "Key Elements of the EU-China Comprehensive Agreement on Investment." 2020. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_2542. Accessed: 11 November 2021.
- European Commission. "Secure 5G Deployment in the EU: Implementing the EU Toolbox." 2020. <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2020:0050:FIN:EN:PDF>. Accessed: 11 November 2021.
- European Commission. "Commission Recommendation 2019/534, Cybersecurity of 5G Networks." 2019. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32019H0534&from=EN>. Accessed: 11 November 2021.
- European Commission. "Digital Sovereign Letter from Germany, Denmark, Finland and Estonia." 2021. <https://datasovereignty.org/wp-content/uploads/2021/03/Digital-sovereignty-letter3-copy.pdf>. Accessed: 11 November 2021.
- European Commission. "Spring 2021 Economic Forecast." 2021. https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-forecasts/spring-2021-economic-forecast_en. Accessed: 11 November 2021.
- European Parliament. "MEPs Refuse Any Agreement with China Whilst Sanctions are in Place." 2021. <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20210517IPR04123/meps-refuse-any-agreement-with-china-while-sanctions-are-in-place>. Accessed: 11 November 2021.
- European Parliament. "Resolution on the EU's Cybersecurity Strategy for the Digital Decade." 2021. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2021-0305_EN.html. Accessed: 11 November 2021.
- European Union Agency for Network and Information Security. "Technical Guideline on Incident Reporting." 2014. https://resilience.enisa.europa.eu/article-13/guideline-for-incident-reporting/Article_13a_ENISA_Technical_Guideline_On_Incident_Reporting_v2_1.pdf. Accessed: 11 November 2021.
- Gidisoglu, Sercan. "Who is Deciding in the EU?: The Growing Role of EU's Institutional Culture and Informal Procedures in Decision-Making." *Fifth Pan-European Conference on EU Politics* (Porto, Portugal), June 23-26, 2010.
- Hasmath, Reza. "White Cat, Black Cat or Good Cat? The Beijing Consensus as an Alternative Philosophy for Policy Deliberation", *China's World* 12, (2017): 12-24

- Hasmath, Reza. "The Century of Chinese Corporatism." *American Affairs* 4, no. 1 (2020): 194-206.
- Hasmath, R. (2022) "Future Responses to Managing Muslim Ethnic Minorities in China: Lessons Learned from Global Approaches to Improving Inter-Ethnic Relations", *International Journal*.
- Hasmath, Reza and Natalia Wzycka. "What Drives the EU's Contemporary Strategic Engagement with China?" *International Political Science Association World Congress*, July 23-28, 2016.
- Innerarity, Daniel, ed. *Democracy in Europe: A Political Philosophy of the EU*. (Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2018).
- Internationale Politik. "Entschieden Entflechten" (trans: "Decidedly Disentangling"). 2021. <https://internationalepolitik.de/de/entschieden-entflechten>. Accessed: 11 November 2021.
- Kitschelt, Hebert P. "Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies." *British Journal of Political Science* 16 (1986): 57-85.
- Leonard, Mark. "The End of Europe's China Dream", *European Council on Foreign Relations Policy Brief*, 2020, https://www.ecfr.eu/article/commentary_the_end_of_europes_chinese_dream. Accessed 22 November 2021.
- Mercator Institute for China Studies. *Europe in the Face of US-China Rivalry*. 2020. https://meric.org/sites/default/files/2020-04/200123_ETNC_Report.pdf. Accessed: 11 November 2021.
- Oliver Wyman. *European Digital Sovereignty: Syncing Values and Value*. 2020. <https://www.oliverwyman.com/content/dam/oliver-wyman/v2/publications/2020/october/European%20Digital%20Sovereignty.pdf>. Accessed: 11 November 2021.
- Politico. "Europe's Huawei Plan Explained." 2020. <https://www.politico.eu/article/europe-eu-huawei-5g-china-cybersecurity-toolbox-explained/> Accessed: 11 November 2021.
- Politico. "European Sovereignty has Lost its Biggest Champion." 2021. <https://www.politico.eu/article/european-sovereignty-has-lost-its-biggest-champion-emmanuel-macron/>. Accessed: 11 November 2021.
- Regilme, Salvador. "The Chimera of Europe's Normative Power in East Asia: A Constructivist Analysis." *Central European Journal of International and Security Studies* 5, (2011): 1-19.
- Reuters. "German Ministers Agree Security Law with High Hurdles for Suppliers." 2021. <https://www.reuters.com/article/germany-huawei-tech-idUSKBN28Q1ND>. Accessed: 23 January 2022.
- Reuters. "Swedish Court Upholds Ban on Huawei Selling 5G Network Gear." 2021. <https://www.reuters.com/technology/swedish-court-upholds-ban-huawei-selling-5g-network-gear-2021-06-22/>. Accessed: 23 January 2022.
- Small, Andrew. "The Meaning of Systemic Rivalry: Europe and China Beyond the Pandemic", *European Council on Foreign Relations Policy Brief*, 2020, https://www.ecfr.eu/publications/summary/the_meaning_of_systemic_rivalry_europe_and_china_beyond_the_pandemic. Accessed: 22 November 2021.
- Wall Street Journal. "U.S. Signs 5G Agreement With Poland Amid Huawei Concerns." 2019. <https://www.wsj.com/articles/u-s-signs-5g-agreement-with-poland-despite-huawei-concerns-11567434905>. Accessed: 23 January 2022.
- Wzycka, Natalia and Reza Hasmath. "The Impact of the European Union's Policy Towards China's Intellectual Property Regime." *International Political Science Review* 38, no. 5 (2017): 549-562.